

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE  
société REBORN NORMANDIE (ex CEISA PACKAGING)  
à SAINT-CYR-EN-VAL  
Installations d'impression sur films plastiques par flexographie**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.515.30 et R.515-71 ;

**VU** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 octobre 2019 à la société CEISA PACKAGING pour l'exploitation d'activités d'impression sur films plastiques par flexographie sur le territoire de la commune de SAINT-CYR-EN-VAL concernant notamment la rubrique 3670 – Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques – de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** la publication au journal officiel de l'union européenne du 9 décembre 2020 de la décision n°2020/2009/UE de la commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques

**VU** le courriel du 3 janvier 2022 de l'inspection des installations classées informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure ;

**VU** le courriel du 28 janvier 2022 adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées transmettant une pré-analyse des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans l'attente de la réalisation du dossier complet par le prestataire ;

**VU** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté par lettre du 14 avril 2022 ;

**VU** la réponse apportée par l'exploitant par courriel du 28 avril 2022 précisant la démarche engagée auprès de la société DEKRA pour la réalisation du rapport de base ;

**VU** le complément de réponse apportée par l'exploitant par courriel du 09 mai 2022 indiquant le phasage prévu par la société DEKRA : dépôt du rapport de base puis du dossier de réexamen IED, ainsi que le bon de commande pour une prestation de constitution d'un dossier de réexamen IED ;

**CONSIDERANT** que les installations d'impression sur films plastiques par flexographie, exploitées par la société REBORN NORMANDIE, relève de l'application de la directive dite « IED » et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du 22 juin 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R.515-71 du code de l'environnement prévoit que « En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. » ;

**CONSIDERANT** que le document intitulé « analyse des MTD du BREF STS et position du site » est incomplet et ne constitue pas le dossier de réexamen IED du site ;

**CONSIDERANT** le courriel de l'exploitant du 09 mai 2022 qui transmet le bon de commande pour une prestation de constitution d'un dossier de réexamen IED ;

**CONSIDÉRANT** que la société REBORN NORMANDIE n'a pas déposé le dossier de réexamen qui devait être remis pour le 9 décembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** également l'article L.515-30 du code de l'environnement qui prévoit que « L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L.515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L.515-31. » ;

**CONSIDÉRANT** que la société REBORN NORMANDIE n'a pas déposé le rapport de base à l'occasion du premier réexamen dont le dossier devait être remis pour le 9 décembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REBORN NORMANDIE de respecter les prescriptions dispositions des articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de :

- respecter les dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement en déposant un dossier de réexamen complet et conforme à l'article R.515-72 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- respecter les dispositions de l'article L.515-30 du code de l'environnement en déposant le rapport de base conforme au 3°) de l'article R.515-59 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté,

assortis de l'échéance intermédiaire suivante : transmission à l'inspection des installations classées sous 15 jours du bon de commande signé relatif à la réalisation de cette prestation auprès d'un bureau d'études compétent.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 : Publicité**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Maire de la commune de SAINT-CYR-EN-VAL, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **25 MAI 2022**

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général



**Benoît LEMAIRE**

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.